



Séance ordinaire du vendredi 21 décembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt et un décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Hervé MARTIN, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Thierry DEWINTRE, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Noël SEGURA

Finances - Budget annexe transport - Subvention du budget principal - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

L'article L.2224-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit que les budgets des services publics à caractère industriel et commercial doivent être équilibrés en recettes et dépenses.

L'article L.2224-2 du Code général des collectivités territoriales précise toutefois que l'assemblée délibérante peut prendre en charge dans le budget propre de la collectivité des dépenses au titre de ces services publics dans des cas spécifiques, justifiés en particulier par des impacts tarifaires, des contraintes de service public ou l'ampleur des investissements.

Dans le cadre de la gestion de son service public de transports de voyageurs, Montpellier Méditerranée Métropole a instauré une politique tarifaire attractive proposant une grille tarifaire adaptée permettant d'assurer le plus large accès aux usagers. A ce titre elle verse au délégataire une **compensation de tarification sociale de 14 M€** en 2018.

Des **contraintes particulières de service** sont également imposées au délégataire afin d'assurer un service public optimal, adapté aux contraintes et aux modes de vie des usagers, tant en termes de fréquences que de dessertes. En 2018 la Métropole verse notamment au délégataire **0,2 M€** pour le service des minibus du soir (services de soirée reliant les communes non desservies par le tramway) et **0,2 M€** pour le service L'Amigo (service de nuit qui dessert les discothèques de la Métropole).

Par ailleurs, un **programme d'investissement d'ampleur** a été mis en œuvre afin de développer une offre de transport performante et de qualité. Ces investissements ont notamment permis en 15 ans de construire quatre lignes de tramway, faisant du réseau de tramway de Montpellier l'un des plus étendus et des plus fréquentés de France. Ce développement du réseau de tramway se poursuivra avec la future ligne 5 de tramway et l'extension de la ligne 1. A cela s'ajoutent les investissements liés au renouvellement du matériel roulant et aux gros travaux d'entretien des anciennes lignes de tramway, en cohérence avec les objectifs de développement durable et de qualité de service aux usagers voulus par la Métropole. Enfin, les investissements portés par la Métropole visent également à favoriser l'intermodalité avec les autres réseaux de transports collectifs. Ces actions en faveur de l'intermodalité portent aussi bien sur l'information et la tarification que sur les lieux d'échanges.

Ces investissements sont portés par la Métropole à partir de ses recettes propres (**autofinancement** grâce au résultat antérieur reporté de fonctionnement de **7 M€** en 2018) mais ils sont aussi financés par l'emprunt. En 2018 ces emprunts représentent un montant de **12 M€ de frais financiers**.

Pour l'exercice 2018, les principaux postes de dépenses et recettes s'établissent comme suit, conformément au budget primitif adopté le 22 février 2018, au budget supplémentaire adopté le 19 juillet 2018, à la décision modificative n°1 du 03 décembre 2018 et à la décision modificative n°2 du 21 décembre 2018 :

En investissement, les dépenses comprennent y compris les restes à réaliser N-1:

- Le remboursement du capital de la dette : 38 100 000 €
- Les immobilisations incorporelles : 580 945 €
- Les immobilisations corporelles : 5 914 333 €
- Les immobilisations en cours : 11 541 834 €
- Les créances diverses : 2 155 500 €
- Les subventions d'équipement transférées au compte de résultat : 50 000 €
- Les opérations patrimoniales : 15 785 738 €
- Reprise du résultat négatif antérieur reporté : 25 894 765 €

Les recettes d'investissement s'établissent comme suit, avec les restes à réaliser N-1:

- Les subventions d'investissement : 6 071 300 €
- Les immobilisations en cours : 198 600 €
- Les réserves : 25 894 765 €
- Les autres immobilisations financières : 980 000 €
- Les opérations patrimoniales : 9 585 738 €
- Les dotations aux amortissements et valeur comptable des éléments d'actifs cédés: 25 200 000 €
- Le virement de la section d'exploitation : 17 265 064 €
- Les emprunts et dettes : 14 827 648 €

En fonctionnement, les dépenses comprennent :

- Les charges à caractère général correspondants au chapitre 011 : 906 763 €
- Les charges de personnel et frais assimilés : 353 119 €
- Les restitutions de Versement transport : 700 000 €
- Les autres charges de gestion courante : 63 495 820 €, dont 14 140 000 € de compensations tarifaires sociales
- Les charges financières : 12 000 000 €
- Les charges exceptionnelles : 200 000 €
- Les dotations aux amortissements et valeur comptable des éléments d'actifs cédés: 25 200 000 €
- Le virement au profit de la section d'investissement : 17 265 064 €

Les recettes portent sur :

- Le versement transport : 87 800 000 €
- Les ventes de produits : 8 100 €
- Les compensations tarifaires Hérault transports : 660 000 €, les compensations sur la modification du seuil des assujettis : 1 304 508 €, et autres produits de gestion courante : 410 000 €
- Les atténuations de charges : 6 000 €
- Les reprises de la quote-part des subventions d'équipement transférées au compte de résultat : 6 200 000 €
- Reprise du résultat antérieur reporté de fonctionnement : 7 167 158 €

Au total, le budget annexe transports de Montpellier Méditerranée Métropole fait apparaître un **besoin de financement** de la section de fonctionnement d'un montant de **16 565 000 €**.

Dès lors, compte tenu de la politique tarifaire mise en œuvre, des sujétions particulières de service public imposées par la Métropole, et des investissements réalisés par la collectivité, une subvention au budget annexe transport est prévue à hauteur de 16 565 000 € au titre de l'exercice 2018. L'absence de versement de cette subvention conduirait à une hausse excessive des tarifs, contraire à la politique volontariste choisie par la Métropole.

Ce montant sera ajusté en fonction des réalisations effectives de l'année 2018 et versé en fin d'exercice comptable.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement par le budget principal au budget annexe transport d'une subvention de 16 565 000 € au titre de l'exercice 2018 ;
- dire que les crédits sont prévus au budget principal 2018, chapitre 938 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181221-68992A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/01/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.